

"Les Portugais entre l'indifférence et l'hésitation" dans Le Monde (14 septembre 1978)

Légende: Le 14 septembre 1978, le quotidien français Le Monde analyse l'attitude des citoyens portugais face à la possible adhésion de leur pays à la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Le Monde. dir. de publ. FAUVET, Jacques. 14.09.1978, n° 10 459; 35e année. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"les_portugais_entre_l_indifference_et_l_hesitation"_dans_le_monde_14_septembre_1978-fr-d515d842-2315-42cd-80f5-d813cfa77044.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

LE DÉBAT SUR L'ÉLARGISSEMENT DE LA C.E.E.

III. — Les Portugais entre l'indifférence et l'hésitation

De notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGAN

Décidés à se battre pour retarder l'échéance de l'élargissement du Marché commun, ou surtout soucieux d'obtenir des compensations, les paysans du Midi de la France sont franchement inquiets de l'ouverture de la C.E.E. à l'Espagne. Les industriels français se montrent, eux, favorables à cette perspective, sans en sous-estimer les risques. De l'autre côté des Pyrénées, les agriculteurs — et le gouvernement — voient dans l'opération la possibilité d'obtenir une certaine indépendance agricole (« le Monde » des 12 et 13 septembre). Et les Portugais ? Pour le moment, c'est tantôt l'indifférence, tantôt l'hésitation.

Lisbonne. — Un Portugais sur deux ignore totalement ce qu'est le Marché commun européen. « *Communauté européenne ? Connais pas...* ». C'est ce que vient de révéler, de manière surprenante, un sondage d'opinion publié à Lisbonne par l'hebdomadaire *Expresso*, dont le directeur est M. Francisco Pinto Balsemao, membre du parti social-démocrate de M. Sà Carneiro, un « européen » convaincu.

Dans la capitale, la moitié des personnes interrogées sont incapables de définir le Marché commun. A Porto, seconde ville du Portugal, c'est pis : la proportion des « pas au courant » atteint 72 %. Dans les zones rurales, particulièrement dans l'Alentejo, la méconnaissance ou l'ignorance des problèmes liés à l'intégration du Portugal au Marché commun sont encore plus grands. Parmi ceux qui se prononcent affirmativement, une majorité estiment que cette intégration va sans doute « aggraver les problèmes du pays ».

On est donc bien loin à Lisbonne des passions et des polémiques soulevées en France et en Espagne par le problème. Les éventuelles difficultés posées à l'économie portugaise par l'adhésion au Marché commun sont encore perçues de manière vague, exception faite, naturellement, des dirigeants et des responsables des organisations professionnelles intéressées. Mais les dossiers ne sont pas affinés, ce que l'on déplore vivement dans les milieux du patronat et de la CIP (Confédération des industriels portugais) où l'on estime qu'un « très large débat d'opinion s'impose de toute urgence ».

Les éventuelles réticences de certains membres des Communautés à l'égard de la candidature du Portugal n'ont pas encore été sérieusement abordées ici devant l'opinion, et la « polémique » engagée en France est à peu près totalement ignorée. Les assurances fournies par M. Giscard d'Estaing lors de son récent voyage officiel à Lisbonne ont satisfait les dirigeants, mais n'ont pas été particulièrement mises en valeur par la presse. A Madrid, le gouvernement a désigné M. Leopoldo Calvo Sotela comme ministre chargé des relations avec les communautés. A Lisbonne, pas de ministre « européen », mais une simple « commission » (présidée par M. Constancio, après l'avoir été par M. José Silva Copès, nouveau ministre des finances et du plan), organisme dont l'activité a été jusqu'à présent modeste, à en croire les dirigeants du patronat et des organisations agricoles.

Une tentative d'explication à ce manque de « passion » ? Le Portugal a vécu pendant plus de quarante ans derrière les murailles solides édifiées par le salazarisme qui redoutait plus que tout « les influences pernicieuses de l'étranger ». Les Portugais ont été condamnés au silence, au repliement et à la méditation sur les vertus de la petite patrie préservée. Les soucis, les drames provoqués par la guerre coloniale en Afrique, n'ont pas contribué à l'ouverture.

Un certain courant « européen » s'est pourtant développé dans les dernières années du gouvernement Caetano, successeur et héritier de Salazar : le secteur économique et financier non directement intéressé au marché « colonial » estimant alors qu'il convenait de préparer l'avenir et de « réorienter » les échanges du Portugal, de chercher des « créneaux » où la concurrence serait jouable.

Cette méconnaissance globale d'une partie de l'opinion surprend d'autant plus que le Portugal est déjà entré dans le processus d'intégration. Un accord commercial a été tondu en 1972 avec les communautés

européennes, et toutes les barrières douanières à l'importation au Portugal des produits industriels européens devront en principe être levées en 1985. De ce point de vue, M. Victor Constancio, ministre des finances du deuxième gouvernement constitutionnel de M. Mario Soares, est optimiste. « Les barrières, dit-il, ont été levées à 40% et nous avons accepté le calendrier qui prévoit que ce taux atteindra 75 % en 1980. Nous nous sommes engagés à éliminer le reste et nous tiendrons le défi. Mais cet effort doit comporter des compensations, car le Portugal est le plus faible et le plus petit des trois candidats à l'adhésion... »

Les turbulences post-révolutionnaires

Les soubresauts, économiques et politiques, ayant suivi la révolution d'avril 1974, ont sans doute contribué à cacher aux Portugais l'urgence et l'importance de leurs options internationales. Ces turbulences post-révolutionnaires n'ont pas épargné une économie déjà fragile et trop longtemps protégée de manière artificielle. Que le Portugal soit le plus faible des candidats, cela n'est pas douteux. La consommation privée par habitant et par an est de 1230 dollars en moyenne (plus de 2 000 en Espagne). On compte 97 voitures de tourisme pour mille habitants (136 en Espagne) ; 113 téléphones pour mille habitants (220 en Espagne et 220 en Grèce). Même décalage en ce qui concerne les postes récepteurs de télévision (66 pour mille au Portugal et 174 pour mille en Espagne). Le taux de la mortalité infantile est voisin de 37 pour mille. A bien des égards, le Portugal est encore plus proche de certains pays du tiers-monde que du groupe des nations industrialisées.

M. Constancio fait valoir que les mesures de redressement engagées parallèlement à la négociation d'un prêt avec le Fonds monétaire international ont donné des premiers résultats « encourageants » : un taux d'inflation de 20,8 % au cours des sept premiers mois de 1978 (27 % en 1977) ; une hausse de la valeur des exportations de l'ordre de 14 %, comparée à une hausse de 11,7 % des importations. « Une balance favorable pour la première fois depuis bien longtemps », ajoute-t-il.

Le ministre sortant, dont le rôle a été déterminant dans les négociations avec le F.M.I. et la préparation des négociations avec le Marché commun, redoute que la prolongation de la crise politique et les incertitudes actuelles ne rendent les prochains pourparlers encore plus difficiles. Il est d'ores et déjà douteux que le plan de trois ans, qui était en discussion, puisse être présenté en temps utile. Les rendez-vous d'octobre avec la C.E.E. et de novembre avec le FMI (il était entendu que les termes de l'accord avec le Fonds monétaire devaient être révisés avant la fin de l'année) devront peut-être être retardés. Le problème du financement de la balance des paiements, résolu selon M. Constancio pour 1978, risque de se reposer avec acuité en 1979.

Aussi la Commission européenne a-t-elle déjà recommandé aux pays membres que le Portugal bénéficie non seulement d'une aide financière à la restructuration et à l'investissement, mais aussi d'une action de soutien à sa balance des paiements. La Commission a estimé la période de transition d'un minimum de cinq ans et d'un maximum de dix ans. Les Portugais font état, eux, d'une « fourchette » de quatre à dix ans. Leur produit national brut représentant seulement 1 % de celui des Neufs, ils jugent que l'équilibre économique de la Communauté ne sera guère affecté par leur entrée.

Périls pour l'agriculture portugaise

S'ils se disent en état d'honorer leurs engagements pris en 1972, les dirigeants portugais mettent l'accent sur les « risques » spécifiques pour leur industrie et leur agriculture. « Dans le domaine agricole, nous ne saurions représenter un « danger » comparable à celui de l'Espagne, sauf peut-être pour le vin. Or nos exportations de vin, y compris le vin de Porto, dont la France est maintenant un client important, ont représenté, en 1977, 1 % seulement de la production totale de la C.E.E. C'est négligeable. En revanche, nous sommes de gros importateurs de produits alimentaires. Notre adhésion pourrait favoriser une hausse des prix intérieurs. Le vrai problème se situe dans le secteur de la viande, du lait et des produits laitiers. Notre productivité est faible, nos prix relativement élevés. Là, la concurrence de la Communauté est sévère. C'est la survie de nos petits exploitants agricoles qui est en cause, particulièrement dans le Nord et le Centre. Et une révision des structures agraires demande du temps... »

On peut ajouter que la réforme agraire, qui n'a pas touché le centre et le sud du Portugal, est bien loin d'être

« normalisée ». Les conflits liés à l'application de la réforme dans l'Alentejo ont fait tomber le gouvernement Soares, et cette question demeure évidemment l'une des plus brûlantes. Une incertitude demeure dans ce domaine-clé pour la modernisation des structures d'un pays qui va dépenser 1 milliard de dollars en 1978 pour ses importations de produits alimentaires (particulièrement des céréales), soit plus que le montant des crédits accordés par le F.M.I.

L'espoir du patronat

Les inquiétudes des dirigeants pour l'industrie concernent la proximité de l'Espagne « dont le développement est infiniment plus grand ». « Quelles seront les conditions de développement des nouvelles industries dont nous avons besoin ? » « Voilà, dit-on dans les milieux dirigeants, notre « interrogation essentielle. » Nous aurons besoin de protection dans le secteur de la métallurgie et de la mécanique. Une solution pourrait être notre association avec des entreprises européennes — un accord avec Renault vient d'être conclu dans ce sens — créatrices d'emplois et disposant d'une haute technologie. Mais globalement, les problèmes posés par le Portugal sont faibles, comparés à ceux suscités par l'Espagne qui n'est pas membre comme nous de la zone de libre-échange... »

La CIP (Confédération des industriels portugais) a dit « oui » à l'entrée dans le Marché commun, mais avec ses « réserves » en ce qui concerne le sort des petites et moyennes entreprises sont de plus en plus vives. La CIP, qui attend de l'entrée dans la Communauté une « accélération de la modernisation des structures », souhaite qu'un large débat national soit ouvert afin que les « choses soient très claires ». L'entrée dans l'Europe n'est selon elle « ni un sauvetage miraculeux ni une descente aux Enfers ». Cette adhésion doit, selon le patronat portugais, « assurer les conditions de récupération d'une économie dévastée ». Le processus « sera accompagné de risques graves », mais le bilan doit être « positif ».

Espérant sans doute un « alignement sur le modèle capitaliste occidental », la CIP regroupe en majorité des petites et moyennes entreprises, bien que sa création en 1974 ait été inspirée par les grands monopoles, type Melo. La survie des P.M.E. portugaises, qui ont proliféré grâce au système protectionniste du salazarisme et sont le symbole de ce capitalisme « familial » typiquement portugais, est directement liée à une « modernisation » indispensable mais redoutable. Trop longtemps protégées par les lois corporatives, elles ne sont pour la plupart guère concurrentielles. Leur « élimination » éventuelle comporte des risques certains d'explosion politique. Aussi, les partis apparaissent très divisés et indécis sur cette question de la reconstitution d'un secteur capitaliste moderne.

Le débat sur le Marché commun peut permettre au patronat de relancer la remise en question « des erreurs et des absurdités des premières années de la révolution » et d'une aide aux petites et moyennes entreprises en péril. C'est toute la problématique économique et sociale du mouvement d'avril 1974 — et implicitement la révision de la Constitution — qui va se poser par le biais du débat sur l'intégration.

Même écho chez les dirigeants de la CAP (Confédération des agriculteurs portugais) qui dénoncent la réforme agraire coupable, selon eux, de tous les maux de l'agriculture. « La chute de la récolte de blé est catastrophique, alors que nous importons 800000 tonnes de céréales. Paradoxe, le Portugal va importer du vin en 1978, la production étant tombée de 50 %. Des milliers d'hectares attribués aux unités collectives de production (U.C.P.) et irrigués ne sont pas cultivés. Manque de cadres compétents, manque de crédits, mauvaise gestion : le Sud a été injustement pénalisé par la réforme. La terre doit retrouver la confiance pour exporter plus et produire mieux... »

« Nous acceptons l'option européenne, affirment les dirigeants de la CAP, avec tous les sacrifices que cela implique. Car nous espérons que cette option permettra de mettre fin aux ambiguïtés actuelles. »

Les communistes divisés

Tout à la fois européen, atlantique et africain, le Portugal est, pour des raisons parfois contradictoires, très intéressé à entrer dans le Marché commun, mais conscient des difficultés que cela entraînera. « L'Europe, dit un banquier, va nous contraindre à accélérer la modernisation de notre économie. Tout le monde est bien

d'accord là-dessus... »

Tout le monde? Pas exactement. Seul de toutes les formations politiques portugaises et se séparant, là aussi, du parti communiste espagnol (partisan résolu de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun), le P.C.P. de M. Cunhal est contre l'Europe. Mais des remous semblent agiter le P.C. portugais au niveau des cadres moyens et jeunes, qui souhaitent une « révision » sur la question européenne. Conséquence inattendue : le débat sur l'adhésion à la C.E.E. pourrait bien favoriser une atténuation des positions rigides de l'état-major du parti communiste portugais...